

CANADIAN UNIVERSITY PUBLISHING IN A DIGITAL AGE: *A Symposium*

L'édition universitaire canadienne à l'ère du numérique
Un symposium organisé sous l'égide des vice-recteurs principaux du G13
Du 21 au 22 mars 2010
Université de la Colombie-Britannique

Synthèse des comptes rendus – préparée par Leonora Crema, Ted Dodds, Peter Milroy et Walter Stewart

RÉSUMÉ


L'édition universitaire canadienne est entrée dans une nouvelle ère et au niveau mondial, la communication entre les chercheurs est aussi en pleine mutation.

Pendant des années, les universités n'ont pas participé à la gestion active des publications produites par leurs chercheurs, préférant déléguer cette tâche à de grandes maisons d'édition. Aujourd'hui, de nouveaux processus font leur apparition pour faciliter l'accès aux nouvelles connaissances et il est de moins en moins nécessaire de dépendre de modèles qui nécessitent des droits de distribution exclusifs. Les technologies permettant de créer, d'enseigner et de disséminer les connaissances évoluent rapidement. Elles sont facilement accessibles, relativement peu chères, hautement extensibles et conviviales. Parallèlement, les modèles économiques actuels qui soutiennent l'édition universitaire deviennent difficiles à financer, les budgets consacrés aux ressources documentaires sont resserrés et la communauté universitaire doit développer de nouvelles approches de financement pour la publication des monographies, une activité qui reste au centre de nombreuses disciplines des lettres, des sciences humaines et des sciences sociales. La recherche financée par les deniers publics fait de plus en plus appel au libre accès mais les outils correspondants ne sont pas encore bien intégrés dans les rouages universitaires tandis que les budgets et les techniques nécessaires à leur mise en œuvre n'ont pas été suffisamment étudiés. Par ailleurs, la législation définissant la propriété intellectuelle et le droit d'auteur applicables aux documents numériques n'est pas claire. Les systèmes actuels de titularisation et de récompense au sein des universités subissent bien sûr l'influence de tous ces facteurs.

Les modèles d'édition universitaire actuels ont depuis toujours permis aux chercheurs de disséminer et d'échanger leurs connaissances mais les universités ne peuvent les utiliser aujourd'hui pour répondre à la demande qui leur est faite d'être plus étroitement liées aux innovations sociétales et économiques. Les gouvernements font de plus en plus pression sur les universités pour qu'elles agissent et obtiennent des résultats. Ces institutions doivent donc impérativement prendre des mesures pour faciliter la diffusion des idées vers l'ensemble de la société. Il devient de plus en plus urgent que les nouveaux modèles d'édition universitaire répondent à ces demandes.

En dernier ressort, de par leur taille et leur portée, ces défis dépassent de loin ce qu'une institution pourrait surmonter seule. Les universités canadiennes doivent relever ces défis et agir, individuellement et collectivement, pour reprendre le contrôle de la gestion de leur capital intellectuel et pour maximiser son accessibilité et son impact tout en assurant le maintien de la qualité.

Un symposium intitulé Canadian University Publishing in a Digital Age (L'édition universitaire canadienne à l'ère du numérique), qui s'est tenu à l'Université de la Colombie-Britannique (UBC) les 21 et 22 mars 2010, a rassemblé 54 participants – vice-recteurs principaux, directeurs de presse, grands noms des technologies de l'information (TI), bibliothécaires universitaires, corps professoral et autres – pour explorer les nouveaux modèles de publication des connaissances qui émergent actuellement au Canada et aux États-Unis. Ce symposium devait constituer une première étape dans l'élaboration d'une vision nationale pour la communication des connaissances et aboutir à un plan d'action concret pour la modernisation du système canadien d'édition universitaire.

 Vous trouverez le programme complet du symposium, la liste des présentations et leurs transcriptions sur <http://blogs.ubc.ca/universitypublishing/> (en anglais).

Les recommandations formulées à l'issue du symposium confirment le besoin de coordonner les actions aux niveaux local, national et international. Les participants ont unanimement reconnu la nécessité de poursuivre sur la lancée du symposium en adoptant une approche collective. Il faudrait notamment envisager les **étapes suivantes** :

- 1) Demander aux vice-recteurs principaux de **mettre sur pied un groupe de travail national** dont ils nommeront les membres et qu'ils dirigeront. Ce groupe de travail aura pour mission de définir les mesures à prendre pour créer une stratégie canadienne d'édition universitaire, notamment des objectifs concrets et les projets à lancer en 2010. Le groupe devrait compter parmi ses membres les représentants universitaires mentionnés plus haut – vice-recteurs principaux, représentants des presses et bibliothèques universitaires, spécialistes des technologies de l'information (TI), professeurs et chercheurs – ainsi que des représentants d'autres parties et organisations¹ intéressées par ces questions. La première tâche du groupe de travail devrait être de définir le processus, de préciser les voies de communication et d'établir un calendrier. Il devrait également évaluer les politiques publiques dans ce domaine et répondre notamment à la question suivante : que veulent les gouvernements et les citoyens qui n'appartiennent pas au monde universitaire et qu'attendent-ils de la dissémination des connaissances?
- 2) Il existe d'ores et déjà plusieurs **plateformes canadiennes de base** pour la publication des connaissances, Érudit et Synergies en étant deux exemples remarquables. Les étapes suivantes vers le développement de plateformes nationales stables pourraient consister à capitaliser sur

¹ Une réunion des acteurs de l'édition des revues savantes, qui s'est tenue à Ottawa le 24 mars 2010, était par exemple consacrée à des transformations similaires qui touchent l'édition des journaux et s'est conclue par une recommandation en faveur d'une action collective au niveau national.

ces initiatives réussies et à trouver des moyens pour mettre à profit la base de ressources.

- 3) Redéfinir le **rôle des presses universitaires**, notamment le modèle de gestion qui les sous-tend. Redéfinir le **rôle de la bibliothèque universitaire** pour la communication entre les chercheurs et la publication des connaissances. **Identifier le rôle des TI** dans ces développements.
- 4) Créer des **forums axés sur l'élaboration de nouveaux modèles de publication** dans les universités canadiennes. Mettre par exemple sur pied des comités directeurs sur la communication savante dans chacune des 13 plus grandes universités (G13).
- 5) Explorer **de nouveaux mécanismes incitatifs** liés aux promotions et aux titularisations qui encourageront plus efficacement les chercheurs universitaires à adopter des modèles de dissémination innovateurs, notamment la publication des articles en ligne.

COMPTES RENDUS

Contexte : En 2007, le groupe Ithaka, basé aux États-Unis, publiait un rapport qui a fait date sur les nouveaux modèles de publication des livres savants. Le rapport recommande de renouveler l'engagement en faveur de l'édition, pris au sens le plus large du terme, afin que les universités puissent mesurer l'impact global de leurs programmes d'enseignement, améliorer leur réputation, continuer à faire entendre leur voix dans les domaines importants et, dans certains cas, réduire leurs dépenses. Le document fait ressortir le besoin de déployer toute la gamme des ressources universitaires – expertise en recherche, en enseignement, en ressources documentaires, en TI et en édition – et mentionne que les vice-recteurs principaux des universités peuvent jouer un rôle de tout premier plan au sein de leur campus pour le développement de nouveaux modèles d'édition.²

Le symposium sur l'édition universitaire canadienne à l'ère du numérique est parti de ces idées et a porté la discussion au niveau pancanadien. La rencontre a permis d'examiner les questions suivantes :

- Quels sont les nouveaux modèles pour la production et la dissémination numérique des travaux savants?
- Comment ces nouvelles méthodes se répercutent-elles sur le rôle des services de presse, des bibliothèques, des TI et des chercheurs auteurs?
- Quelles sont les approches qui ne fonctionnent plus et pourquoi est-ce le cas? Quelles sont les nouvelles collaborations possibles, en particulier sur les nouvelles plateformes numériques? Que doit-on préserver de notre système actuel?
- Comment peut-on rendre viable la chaîne de processus allant de la création de nouvelles connaissances à leur préservation et leur accès à long terme?

² Extrait du rapport Ithaka : *University Publishing in a Digital Age* disponible (en anglais) sur : <http://www.ithaka.org/ithaka-s-r/strategy/Ithaka%20University%20Publishing%20Report.pdf>

Le symposium était conçu comme la première étape d'un processus visant à moderniser l'édition universitaire au Canada afin que les universités puissent satisfaire efficacement à leurs obligations en termes d'enseignement, de recherche et de services.

Présentations

David Farrar, vice-recteur principal de l'Université de la Colombie-Britannique et vice-recteur, Enseignement, a accueilli le groupe au nom de l'Université et des vice-recteurs principaux du G13. Il a décrit l'impact de ces changements transformatifs et a souligné la possibilité, dans le cadre de ce symposium, de mettre en œuvre rapidement une action collective et concertée.

Il a présenté le conférencier d'honneur, **Daniel Greenstein**, vice-recteur, Academic Planning and Programs, University of California, qui a prononcé le discours d'ouverture intitulé « Sustainable scholarly communication. Is it possible? » (Communication viable dans le domaine universitaire. Est-ce possible?)

Dan Greenstein a noté que l'avenir des bibliothèques, des services de presse, des TI et des musées dans le milieu universitaire devait refléter les choix faits à un niveau plus large quant à la mission de chaque université. De plus en plus, il sera nécessaire de prendre des décisions concernant des choix stratégiques et des compromis pour maximiser les retombées des investissements dans le domaine de la communication savante. De plus, les ressources déjà investies dans ces domaines pourraient être efficacement réaffectées aux nouveaux modèles organisationnels en fonction des hypothèses les plus récentes concernant la meilleure façon de valoriser l'information.

En guise d'illustration, Dan Greenstein a posé une série de questions provocantes :

- Nos « chambres des merveilles », c'est-à-dire notre documentation conservée localement sous forme numérique ou papier, sont bien sûr formidables et possèdent une grande valeur intrinsèque. Mais les utilise-t-on de manière à faire ressortir des informations importantes de haute qualité qui permettent de mieux progresser vers les objectifs de l'institution? Les bibliothèques devraient-elles continuer à alimenter des fonds documentaires qui sont souvent reproduits à l'identique ailleurs?
- Si nous limitons nos budgets d'édition et si nous fermons nos presses universitaires, nos facultés en souffriraient-elles? Les membres de nos facultés n'ont-ils pas toujours d'autres débouchés pour l'examen de leurs travaux par leurs pairs?
- Si nous fermons aujourd'hui nos archives institutionnelles, les articles de recherche, les actes de conférences et les synthèses des séminaires publiés par notre corps professoral, ainsi que les données, les simulations et les images qui les accompagnent, ne finiraient-ils pas d'une manière ou d'une autre sur Internet?
- Les universités devraient-elles publier dans l'intérêt de l'enrichissement des diverses disciplines et de l'acquisition de nouvelles connaissances ou devraient-elles se concentrer sur un certain nombre de domaines pertinents liés à leur stratégie, à leur mission, à leur emplacement géographique, à leur histoire et à leur maîtrise de certaines techniques de recherche, en maintenant des budgets réalistes.
- Les universités peuvent-elles explorer la possibilité de se positionner entre l'édition universitaire pure et l'édition commerciale de manière à réduire leurs dépenses et à accroître leurs revenus?

En résumé, Dan Greenstein a invité son auditoire à explorer de nouveaux modèles commerciaux, techniques et organisationnels alignés sur la mission de base de chaque université et qui auront toutes les chances de rester viables.

À la suite de ce discours d'ouverture, **Ingrid Parent**, bibliothécaire en chef de l'Université de la Colombie-Britannique, a présenté un comité chargé de discuter de questions spécifiques et des initiatives en cours. Étaient membres de ce comité :

- **Peter Givler**, directeur général, Association of American University Presses, qui a présenté un survol de plusieurs projets d'édition universitaire innovateurs aux États-Unis ainsi que les tendances observées dans ce domaine;
- **Carole Moore**, bibliothécaire en chef de l'universitaire, Université de Toronto, qui a décrit les travaux dans les bibliothèques universitaires canadiennes, en particulier les initiatives axées sur le libre accès et les collaborations entre les bibliothèques et les maisons d'édition;
- **Gérard Boismenu**, doyen de la Faculté des arts et des sciences de l'Université de Montréal, qui a présenté Érudit, le consortium interuniversitaire d'édition numérique composé de plusieurs universités québécoises et qui propose un modèle innovateur pour la promotion et la dissémination des résultats des travaux de recherche.

Peter Milroy, directeur, UBC Press, a introduit la présentation finale offerte par **Melissa Pitts**, directrice adjointe, UBC Press, intitulée Results of a Canadian Open Access White Paper (Livre blanc sur le libre accès au Canada), préparé sur demande de l'Association des presses universitaires canadiennes.

Les orateurs ont offert différentes perspectives intéressantes sur les projets en cours au Canada et aux États-Unis et ont décrit les modèles d'accès et les modèles commerciaux mis en jeu. De nombreux projets consistent à explorer de nouveaux modes de distribution et de publication, notamment ceux visant à favoriser la distribution sur demande. Les modes du libre accès offrent de nouvelles possibilités d'accès et d'impact pour le public mais leurs effets sur les modèles économiques de l'édition sont loin d'être clairement connus – la question fondamentale étant de savoir si le libre accès nuit ou bénéficie à ces modèles. Les projets ont été le plus souvent menés par les bibliothèques, des groupes d'universités, des groupes de facultés ou de sociétés ou des branches du corps professoral plutôt que par les universités elles-mêmes. Les vice-recteurs principaux joueront dans l'avenir un rôle essentiel pour orienter et faciliter le changement.

 **Les diapositives de chaque présentation (en anglais) peuvent être consultées sur le site Web du symposium : <http://blogs.ubc.ca/universitypublishing/presentations/>**

 **Un enregistrement regroupant toutes les présentations peut également être consulté sur : <http://mediasite.mediagroup.ubc.ca/MediaGroup/Viewer/?peid=b7322220708f43ac99b43ca2a55f2a00>**

Discussions en groupe

Les présentations orales ont été suivies par des discussions en groupe. Ces groupes ont été constitués à l'avance de manière à ce qu'ils soient composés de représentants de chaque partie intéressée. Les orateurs se sont joints aux groupes. On a demandé aux groupes de discuter des trois sujets suivants :

- principes directeurs pour l'élaboration d'une stratégie nationale pour l'édition universitaire,
- résultats attendus et projets potentiels,
- défis et problèmes liés aux ressources,

puis de se concentrer sur un sujet particulier qui leur a été assigné. Ces sessions ont été suivies d'exposés présentés devant l'ensemble des participants et résumés ci-dessous :

Principes directeurs

1. L'assurance de la qualité et la recherche de l'excellence doivent être au cœur de tout modèle.
2. Le libre accès est une valeur à laquelle tout le monde adhère. L'expression « libre accès » donne cependant lieu à une vaste gamme d'interprétations. En tant qu'élément d'une stratégie, le libre accès doit être clairement défini, en particulier pour ce qui est des droits des créateurs et des institutions dans lesquelles ces créateurs œuvrent. Les limites de l'ouverture doivent être définies et reconnues : le libre accès ne signifie pas accès gratuit. Les modèles économiques qui font appel au libre accès doivent être explorés.
3. Toute stratégie visant la mise en œuvre d'un nouveau modèle pour l'édition universitaire devrait être appliquée à l'échelle nationale et faire l'objet d'efforts similaires au niveau international tout en préservant un certain degré d'autonomie au niveau local.
4. La publication savante émanant des universités canadiennes devrait mettre en valeur les connaissances canadiennes.
5. La préservation et l'accès aux données à l'appui des travaux universitaires devraient être garantis.
6. L'examen par les pairs doit être maintenu.
7. Les duplications devraient être évitées par la mise en place de plateformes communes aux niveaux national et international.
8. Le leadership stratégique doit venir des administrations principales.

Résultats attendus

1. Une interprétation commune de ce qu'on entend par libre accès.
2. Un système national dynamique de publication numérique pour les documents universitaires, étroitement aligné sur les efforts internationaux.
3. Un petit groupe de pionniers tolérants à l'égard du risque, qui offre un leadership pour aller de l'avant en mettant en œuvre des projets pilotes.
4. Un système national d'archivage.
5. Des modèles économiques durables qui tiennent compte du fait qu'il est peu probable que les institutions reçoivent des subventions supplémentaires.

6. Un système national qui peut faire intervenir une collaboration avec le secteur privé sans contrevenir aux principes du libre accès, des droits des créateurs et d'appartenance au public.
7. L'image de l'université est perçue comme solide et synonyme de qualité.
8. De meilleures méthodes d'évaluation de l'impact et de l'efficacité de l'édition universitaire sont déterminées.
9. Les bibliothèques passent d'une stratégie d'archivage à une stratégie davantage axée sur la demande.
10. Les priorités stratégiques des universités qui abritent les presses universitaires sont incorporées plus directement dans la planification.

Défis et problèmes liés aux ressources

1. Les éditeurs du secteur privé et les maisons d'édition à but non lucratif qui fonctionnent actuellement « à la demande » valorisent considérablement le processus de dissémination mais au prix de dépenses connexes importantes. Cette contribution ne sera pas facilement remplacée si la transition vers le libre accès réduit ou élimine cet engagement.
2. La technologie du numérique permet de libérer l'édition universitaire de l'emprise du privé sans avoir à investir dans des installations d'imprimerie très coûteuses. Soulignons que la facilité d'éditer numériquement ne répond cependant pas spécifiquement au besoin de la révision, de la coordination des travaux d'examen des pairs, du marketing et d'autres fonctions d'appui. L'édition numérique, et en particulier la publication assistée par ordinateur (ou cyberédition), est une activité qui ne nécessite pas de capitaux importants. Elle nécessite par contre des ressources humaines substantielles. Toute stratégie prétendant se réapproprier l'édition doit tenir compte de ces besoins.
3. Les modèles actuels d'édition universitaire n'ont pas la réputation d'être viables sur le plan financier, sauf peut-être pour certaines des disciplines scientifiques les plus réputées. Ces exceptions elles-mêmes ne sont pas viables si les demandes de libre accès et de protection des intérêts du public sont prises sérieusement en compte. La viabilité à long terme doit être un des principaux guides de toute mesure visant au changement.
4. Le changement ne peut se faire sans coûts. Les dépenses encourues devront probablement être recoupées grâce à des économies ou à une augmentation des revenus. Il est peu probable que le soutien du gouvernement augmente, au moins à court et moyen termes.
5. Les universités sont réputées pour leur capacité à collaborer entre elles. Les administrations principales vont-elles répondre à l'appel réclamant leur leadership sur ces questions?
6. De nombreux autres processus universitaires sont liés aux modèles d'édition actuels, en particulier pour ce qui est des promotions et des titularisations.
7. Il est impératif de faire participer très tôt les chercheurs à la discussion.
8. Ces questions sont urgentes, mais elles ne sont généralement pas perçues comme telles sur les campus canadiens.

Une discussion plénière a suivi les rapports des groupes et s'est concentrée sur les projets pilotes, le financement, les groupes de travail pour affronter les problèmes et déterminer qui d'autre devrait participer aux prochaines étapes.

Financement :

1. Une évaluation claire de l'utilisation des ressources existantes doit être effectuée sachant que le coût des nouveaux modèles devra largement être financé par les fonds actuels.
2. Les conseils de subvention soutiennent dans une large mesure les modèles existants. Il faut discuter avec les conseils et la FCI du rôle que ces organismes peuvent jouer pour élaborer et appuyer ces nouveaux modèles.
3. Un changement de modèle n'élimine pas nécessairement la participation du secteur privé. L'exploration des nouveaux modèles de gestion doit s'effectuer avant que soient entérinées les décisions de financement.
4. Les fondations comme la Mellon Foundation pourraient apporter leur soutien financier à des travaux exploratoires et des projets pilotes.

Quelles sont les autres entités qui devraient participer?

On a suggéré, sans en exclure d'autres, le corps professoral, les étudiants, leurs associations, les conseils de subvention, la FCI, les maisons d'édition du privé, les associations de chercheurs, les associations professionnelles telles que l'ABRC pour les bibliothèques et l'APUC pour les gouvernements fédéral et provinciaux, les clients et les utilisateurs.

Conclusions

Le Symposium s'est conclu avec **Doug Owram**, vice-chancelier adjoint et recteur, UBC Okanagan, et **David Farrar**, vice-recteur principal et vice-président à l'enseignement, UBC, qui ont fait la synthèse de ce qu'ils ont entendu et de ce qui allait être transmis aux vice-recteurs principaux du G13.

Les deux vice-recteurs principaux ont souligné qu'il était bénéfique que les divers groupes présents aient participé à cet événement et que malgré les différences, un désir de changement se fait de plus en plus sentir. Ils ont noté que le modèle d'édition actuellement en vigueur est défaillant, que les innovations techniques rendent possible la mise en œuvre de nouveaux modèles et que les universités devraient inventer l'avenir plutôt que le subir. Il est clair qu'un certain nombre de modèles expérimentaux ont vu le jour mais qu'aucun ne s'est imposé comme étant incontournable. Le financement de nouveaux modèles devra principalement provenir de la réallocation des ressources existantes. Les préoccupations d'un ensemble de parties intéressées plus nombreux que celui représenté au symposium devront être écoutées, en particulier celles formulées par les enseignants-chercheurs.

Les vice-recteurs principaux présents se sont engagés à présenter ces questions aux vice-recteurs principaux du G13 qui doivent se réunir en avril 2010 et à tous les vice-recteurs principaux, lors de leur réunion nationale cet automne.

Commentaires de Walter Stewart, animateur : *Comme on l'a déjà mentionné, l'auditoire était représentatif d'une vaste gamme de rôles dans l'industrie. Des opinions très diverses ont pu ainsi être exprimées sur les questions soulevées, allant de ceux qui « feraient volontiers sauter tout le système » à ceux qui souhaitent incorporer de nouvelles technologies et de nouveaux modèles de gestion pour rendre plus viables les structures actuelles. Nul n'était d'avis que l'inaction puisse être une option. Personne n'a dit non plus que tout allait bien et qu'il était inutile de changer quoi que ce soit. La journée s'est terminée dans une atmosphère empreinte de bonne volonté, dans la certitude qu'un processus avait été lancé et que ce processus était susceptible d'apporter les changements qui permettront de rendre plus solide et plus viable la dissémination des connaissances canadiennes.*

Le consensus atteint à la fin de la journée constitue à la fois une bonne raison d'amorcer le changement et un outil précieux pour passer à l'action. Il existe une volonté et une demande pour que les administrations principales dirigent un processus auquel toutes les parties intéressées pourront participer. Il serait néanmoins imprudent de surestimer la solidité du consensus. Si le groupe de travail est mis sur pied, il devra faire face au sérieux défi de tracer une voie qui soit acceptable par les révolutionnaires et les progressistes, par ceux qui veulent bâtir du neuf et ceux qui préfèrent rénover. La capacité de ce groupe de travail à intégrer tous les points de vue et à faire participer les enseignants-chercheurs et les étudiants de troisième cycle décidera également de son aptitude à construire un nouveau modèle d'édition universitaire au Canada.